

Introduction

Tatiana WILLEMS
Centre Interfaces des Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix
Renaud ZEEBROEK
Université de Mons, Ministère de la Communauté française

À la fin de l'année 2007, deux projets bien différents et cependant complémentaires, sont lancés à l'initiative de la Ministre de la Culture de la Communauté française. D'un côté, il s'agit de mettre en place une plate-forme de valorisation des sources orales détenues par des institutions de ce qui est devenu la Fédération Wallonie-Bruxelles. De l'autre, il s'agit de mener des enquêtes de mémoire orale auprès de personnes qui ont fréquenté les Maisons du Peuple de Bruxelles et de Wallonie. Ces deux projets se rejoignent dans l'intérêt qu'ils portent aux sources orales, aux moyens nécessaires à leur collecte et à leur diffusion. Il fut convenu que les interviews réalisées à l'occasion de cette enquête seraient mis en libre accès sur la plate-forme en cours de constitution. C'est ainsi que des récits de la vie quotidienne dans les Maisons du Peuple font partie des premières sources accessibles sur la plate-forme « Mémoire orale ». Par après, ces initiatives ont chacune suivi leur voie. L'article de Lionel Vanvelthem et de Sven Steffens (ce volume) présente l'état actuel de la plate-forme, ainsi que son intérêt, tant pour les scientifiques que pour les citoyens.

De son côté, la recherche sur la vie quotidienne dans les Maisons du Peuple (Tatiana Willems, ce volume) a fait apparaître le caractère éclaté et disparate de la littérature qui leur est consacrée. En effet, si certains aspects ont été largement étudiés, nous pensons à l'architecture (e. g. Buysens 1983, Brauman *et al.* 1984, Fonck 2010) ou à la coopération (e. g. Puissant 1991 et « La coopération ... » 1991), d'autres, comme les activités sportives et récréatives ont été à peine abordés. Les historiens qui ont retracé l'apparition et l'évolution du P.O.B. évoquent bien sûr les Maisons du Peuple. Mais il n'existe pas vraiment d'ouvrage de synthèse sur ce qui reste, dans l'imaginaire collectif, un haut lieu du mouvement socialiste. Que se passait-il au sein de ces édifices, quelle a été leur utilité sociale, comment le projet socialiste y était-il mis en œuvre, mais aussi, comment comprendre leur incroyable essor comme les raisons de leur déclin ? Autant de questions qui ont été jusqu'ici laissées en suspens ou qui n'ont reçu que des réponses partielles. C'est pourquoi il nous a semblé utile de rassembler une série de contributions qui permettent de mieux comprendre l'histoire et l'utilité de ces bâtiments.

On sait que les Maisons du Peuple sont les filles du mouvement coopératif. Dès les origines, ce sont les sociétés coopératives qui assument les charges financières

liées à l'acquisition et au fonctionnement de ces bâtiments. Souvent modestes à l'origine, ils prennent rapidement de l'ampleur, jusqu'à devenir pour certains de véritables « Palais du Peuple », dont le *Vooruit* de Gand et la Maison du Peuple de Horta à Bruxelles restent les exemples les plus accomplis. Ces réalisations prestigieuses s'inscrivaient pleinement dans la stratégie du P.O.B. Il s'agissait d'impressionner les représentants des autres partis socialistes européens, notamment lors des grands Congrès, et de les persuader de la force du modèle belge, où le soutien financier de la coopération permettait le déploiement des diverses composantes du mouvement socialiste (Hendrik Defoort, ce volume).

La création des Maisons du Peuple répondait aussi à une nécessité interne, celle d'abriter les réunions du parti, du syndicat et toutes les activités politiques, éducatives et récréatives organisées dans leur giron. Non seulement l'infrastructure des Maisons du Peuple était indispensable pour répondre à ces besoins, mais elle avait aussi le mérite de fortifier l'action commune en rassemblant ces activités en un même lieu. Cette configuration découlait du projet des pères fondateurs, qui visaient à créer « un petit univers socialiste », qui permettrait de « mettre à l'abri de tous les contacts extérieurs les convictions de l'individu » (Louis Varlez 1899, cité par Defoort, ce volume). Il s'agissait « de soustraire l'ensemble des ouvriers aux influences sociales anciennes et de recréer une société complète qui satisfasse chacun des individus qui la compose » (Puissant 1982 : 492).

Dans la mesure où les décisions de création, éventuellement de construction ou encore d'extension des Maisons du Peuple étaient prises à un niveau local, leur histoire est très complexe. C'est pourquoi il nous a semblé nécessaire d'en présenter quelques aspects, dans des articles qui abordent le phénomène à différentes échelles. Il s'agira d'abord de la contribution à l'histoire des Maisons du Peuple de Bruxelles et de Wallonie, rédigée par Robert Flagothier au début des années 1980 et qui n'était accessible jusqu'ici qu'en italien. Il y décrit l'évolution générale des Maisons du Peuple depuis 1872, en s'attardant sur la chronologie de leur création et sur leur répartition géographique. Il détaille leur gestion administrative, leurs rapports avec les sociétés coopératives qui les ont fondées ainsi que la charge financière qu'elles représentent.

À une échelle plus restreinte, Jean Moors s'attache à reconstituer l'histoire des Maisons du Peuple en province de Liège. Cette région, fortement industrialisée au 19^e siècle, a participé de manière importante à la montée en puissance des coopératives et à la multiplication des Maisons du Peuple. Il montre le rôle moteur de l'« Union coopérative » dans la diffusion du cinéma, symbole du modernisme pendant l'Entre-deux-guerres. Il termine en évoquant les efforts des organismes socialistes pour maintenir à flot ne serait-ce qu'une partie des Maisons du Peuple en province de Liège, et ce jusqu'à ce jour.

Alors que les textes précédents dressent des tableaux généraux de l'évolution des Maisons du Peuple, Jean-Pierre Ducastelle s'attache à l'histoire d'une d'elles, celle de Maffle en Hainaut. Apparue tardivement, elle a joué un rôle important dans les luttes syndicales et dans l'histoire du P.O.B. en Hainaut. Il développe particulièrement les aspects politiques de son histoire, mais évoque aussi la variété des activités qui s'y déroulaient. La Maison du Peuple de Maffle fait partie du petit nombre d'édifices qui ont été sauvés de la faillite de la coopérative, grâce à la création d'une ASBL qui continue à la gérer actuellement.

Au-delà de l'histoire proprement dite, ce volume s'attache également à décrire l'imbrication et le foisonnement des activités qui étaient abritées par les Maisons du Peuple. Dès les origines, ces bâtiments réunissaient des activités commerciales (le magasin coopératif, le café), des activités syndicales et mutualistes, des réunions politiques, mais aussi des activités d'éducation populaire, des activités récréatives, telles des représentations théâtrales ou des projections cinématographiques, ou encore des activités sportives.

Pour ceux qui fréquentaient les Maisons du Peuple à l'époque cette concentration représentait un réel avantage car « tout » leur était accessible en un seul et même lieu. Cela satisfaisait également toutes les tranches d'âge, puisque les enfants, les jeunes gens, les adultes et les personnes âgées y trouvaient des activités qui leur étaient spécifiquement adressées. Interrogés sur leur passage en ces lieux, les anciens militants ont retracé les trajectoires qu'ils ont suivies au sein de la mouvance socialiste. Ils relatent leur imprégnation progressive par les valeurs socialistes au fil de leurs participations aux différentes activités. On portait une attention toute particulière au conditionnement des jeunes car ils représentaient la relève du mouvement et sa perpétuation (Willems, ce volume). Mais cette juxtaposition d'activités variées, si pas disparates, n'allait pas toujours sans difficultés.

Dans cette perspective, Jean-Luc Degée (ce volume) souligne les contradictions entre les valeurs et les pratiques du mouvement socialiste, particulièrement dans le domaine de l'éducation. Les efforts d'éducation du peuple, surtout dans le domaine artistique, véhiculaient inévitablement les valeurs de la culture bourgeoise. Ce qui avait pour effet d'attirer un public plus élitiste qu'ouvrier. Quant aux divertissements, ils pouvaient véhiculer une idéologie inverse à celle promue par le parti (Blum 1924, cité par Degée, ce volume). Le difficile équilibre financier des Maisons du Peuple provoquait également des tensions particulièrement fortes. Pour des raisons économiques, le café se devait de servir des boissons fortes alors que le parti luttait contre l'alcoolisme ouvrier. De même, fallait-il privilégier les activités éducatives ou les activités commerciales, comme le cinéma ?

Malgré ces difficultés et ces contradictions, le « petit univers socialiste » des Maisons du Peuple va rayonner pendant toute la première moitié du 20^e siècle, le nombre de ces édifices ne cessant d'augmenter jusqu'en 1940. D'après les récits des anciens (Willems, ce volume), la sphère récréative et celle du politique y étaient constamment et fortement enchevêtrées, les deux s'apportant mutuellement des membres. Aussi les militants apprenaient-ils l'harmonie, tandis que les sportifs s'initiaient à la lutte des classes. Cette imbrication représentait incontestablement l'une des clefs du succès des Maisons du Peuple.

Au début de la seconde moitié du 20^e siècle, le contexte social et idéologique va profondément changer, ce qui portera un coup fatal à ces lieux de totalisation sociale qu'étaient les Maisons du Peuple. L'autonomie acquise progressivement par les différents satellites du parti (syndicats, mutuelles), les faillites des coopératives, la montée en puissance de l'individualisme, tous ces facteurs vont concourir à leur essoufflement puis à leur fermeture. La majorité des auteurs de ce volume évoquent ce déclin. Tous constatent qu'à la sortie de la Deuxième guerre mondiale, malgré une courte période de reprise dynamique entre 1945 et 50, le mouvement socialiste va se reconstruire dans l'éclatement. Autant que les difficultés économiques, les évolutions idéologiques vont signer la fin du « petit univers socialiste ».

Pourtant, dans les souvenirs des anciens comme dans ceux des sympathisants, ces bâtiments gardent une aura particulière et une valeur symbolique forte. C'est ce qui explique les efforts nombreux et variés des militants, des sections locales du parti et des autorités communales pour empêcher la disparition des Maisons du Peuple et se les réapproprier. Ces opérations de sauvetage débutent dans les années 1970, lorsque les coopératives revendent les bâtiments. Au début des années 1980, Flagothier observe la réouverture et la renaissance de plusieurs de ces édifices, sous différentes formes. Mais ce mouvement n'a pas eu la postérité qu'il espérait. Actuellement, les militants comme les autorités communales s'efforcent toujours d'assurer la survie de ces lieux, quitte à les affecter à des usages nouveaux.

Bibliographie

BUYSENS (1983) - *Inventaire visuel des Maisons du Peuple de Bruxelles et de Wallonie*. Bruxelles, Archives d'Architecture Moderne, 3 tomes.

BRAUMAN A. (éd) (1984) - *Architecture pour le peuple. Maisons du Peuple : Belgique, Allemagne, Autriche, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Suisse*. Bruxelles, Archives d'Architecture Moderne.

« La coopération : un des principaux piliers sociaux de l'organisation politique belge » (1991) – Numéro spécial de la *Revue belge d'histoire contemporaine*, XXII, 1-2.

FONCK F. (2010) - *Les Maisons du Peuple en Wallonie*. Namur, Institut du Patrimoine Wallon.

PUISSANT J. (1982) - *Évolution du mouvement ouvrier socialiste dans le Borinage*. Bruxelles, Palais des Académies.

PUISSANT J. (1991) - « L'historiographie de la coopération en Belgique ». *Revue belge d'histoire contemporaine*, XXII, 1-2 : 13-30.